

A m t s = B l a t t

zur Laibacher Zeitung.

Nr. 4.

Samstag den 9. Jänner

1847.

Gubernial - Verlautbarungen.

3. 2161. (1) Nr. 30889/3273.

K u n d m a c h u n g

Handels- und Schiffahrts Con-
vention zwischen Seiner kaiserlich-kö-
niglichen apostolischen Majestät und
Seiner Majestät dem Kaiser aller
Rußen. — Laut hohen Hofkanzleidecretes

vom 4. December l. J., 3. 40570, wurde
zwischen Seiner k. k. apostolischen Majestät
und Seiner Majestät dem Kaiser aller Ru-
ßen am 20. Juli l. J. nachstehender Han-
dels- und Schiffahrtsvertrags, welcher am 20.
October l. J., als dem Tage der Auswechs-
lung der Ratificationen, in Wirksamkeit getre-
ten ist, abgeschlossen. — Laibach am 17. De-
cember 1846.

Convention zwischen Seiner k. k. apostol. Majestät und Seiner Majestät
dem Kaiser aller Rußen, zur Beförderung des Handels zwischen beiden
Staaten und Regulirung der gegenseitigen Schiffahrts-Verhältnisse.

Von den beiderseitigen Bevollmächtigten abgeschlossen und unterzeichnet zu Wien am 20. (8.)
Juli 1846, und in den Ratificationen ausgewechselt ebendasselbst am 20. (8.) October 1846.

Nos Ferdinandus Primus, Divina fa-
vente Clementia Austriae Imperator; Hie-
rosolymae, Hungariae, Bohemiae, Lom-
bardiae et Venetiarum, Dalmatiae, Croa-
tiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et
Illyriae Rex; Archidux Austriae; Dux Lo-
tharingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae,
Carnioliae, Superioris et Inferioris Silesiae;
Magnus Princeps Transilvaniae; Marchio
Moraviae; Comes Habsburgi et Tirolis etc.
etc. — Notum testatumque omnibus et sin-
gulis; quorum interest, tenore praesentium

facimus: Cum Nos et Imperatoris omnium
Russiarum Majestas, relationibus commer-
cii inter respectivas Nostras ditiones magis
atque magis excolendis quam optime consu-
lere in votis habentes, principium justu reci-
proci in portibus utriusque Imperii jam mo-
do provisorio vicens, solemnibus stipulatio-
nibus confirmare decreverimus; atque a
Nostro Plenipotentiariorum dictae Suae
Majestatis, eo fine nominatis, Conventio
desuper conclusa et signata sit cujus tenor
est sequens:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche
et Sa Majesté l'Empereur de toutes les
Russies, désirant favoriser le dévelop-
pement des relations commerciales entre
leurs États respectifs, et consolider par
des stipulations formelles la réciprocité
qui existe déjà provisoirement dans les
ports des deux Pays depuis le 13^e Jan-
vier de la présente année relativement aux
droits de navigation par suite d'arrange-
mens particuliers pris de part et d'autre,
ont nommé des Plénipotentiaires pour con-
clure une convention à cet effet, savoir:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich
und Seine Majestät der Kaiser aller Rußen,
von dem Wunsche befehle, die Entwicklung der
Handelsverbindungen zwischen ihren beidersei-
tigen Staaten zu begünstigen und die Recipro-
cität, welche in Beziehung auf die Schiffahrts-
gebühren in den Häfen der beiden Länder schon
seit 13. (1.) Jänner des laufenden Jahres, in
Folge der von beiden Theilen getroffenen be-
sonderen Verfügungen, provisorisch besteht,
durch förmliche Bestimmungen zu befestigen,
haben Beauftragte zu diesem Ende abzuschlie-
ßenden Convention Bevollmächtigte ernannt,

— Sa Majesté l'Empereur d'Autriche le Sieur Clément Wenceslas Lothaire Prince de Metternich-Winnebourg, Duc de Portella etc., Chevalier de la Toison d'or, Grand-Croix de l'ordre Royal de Hongrie de St. Etienne, et de la Croix du mérite civil en or, Chevalier de l'ordre de St. André, de St. Alexandre-Newski et de St. Anne de la première classe etc. etc., Chambellan, Conseiller intime actuel, Ministre d'État et des Conférences et Chancelier de Cour et d'État ainsi que de la maison Impériale de la dite Majesté, et — Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies le Sieur Louis Tegoborski, Son Conseiller privé, Chevalier des ordres de St. Anne et de St. Stanislas de la première classe, de l'aigle rouge de Prusse de la seconde classe avec la plaque, et Commandeur de l'ordre de Léopold d'Autriche; — Lesquels, après avoir exhibé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants: — Article I. Il y aura réciproquement liberté de navigation et de commerce pour les navires et les sujets des deux Hautes Parties contractantes dans leurs États respectifs, dans tous les ports fréquentés maintenant ou qui pourraient être ouverts à l'avenir au commerce maritime étranger. — Article II. La nationalité des bâtimens sera reconnue de part et d'autre au moyen des papiers de bord délivrés aux capitaines et patrons des navires par les autorités compétentes d'après les lois et réglemens en vigueur dans leurs pays respectifs. — Article III. La liberté réciproque de commerce stipulée à l'Article I. comprend pour les sujets des deux Hautes Parties contractantes la faculté d'exercer dans les ports de leurs États respectifs le commerce d'importation, d'exportation et de transit, d'après toute l'étendue des droits accordés sous ce rapport aux nationaux et en les assujettissant aux mêmes réglemens. — Article IV. Sous le rapport des droits de tonnage, d'ancre, de phare, de pilotage, de quarantaine et autres perceptions de quelque na-

und zwar: Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich: den Herrn Clemens Wenzel Lothar Fürsten von Metternich Winnebourg, Herzog von Portella etc., Ritter des goldenen Vlieses, Großkreuz des königl. ungarischen St. Stephan-Ordens und des goldenen Civil-Ehrenkreuzes, Ritter des St. Andreas, des St. Alexander-Newsky und des St. Annen-Ordens erster Classe etc. etc., wirklichen Kammerer und geheimen Rath, Staats- und Konferenz-Minister, Haus-, Hof- und Staatskanzler Seiner k. k. Majestät, und — Seine Majestät der Kaiser aller Rußen: den Herrn Ludwig Tegoborski, Ihren geheimen Rath, Ritter des St. Annen- und St. Stanislaus-Ordens erster Classe, des königl. preussischen rothen Adler-Ordens zweiter Classe mit dem Sterne, und Commandeur des kaiserl. österreichischen Leopold-Ordens; welche, nachdem sie ihre in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten vorgezeigt haben, über die folgenden Artikel übereingekommen sind. — Artikel I. Für die Schiffe und die Unterthanen der beiden hohen contrahirenden Theile wird in ihren beiderseitigen Staaten in allen Häfen, welche gegenwärtig besucht werden, oder die in Zukunft dem fremdländischen Seehandel geöffnet werden könnten, gegenseitige Schifffahrts- und Handelsfreiheit bestehen. — Artikel II. Die Nationalität der Schiffe soll beiderseits nach Inhalt der Schifffspapiere, welche den Capitänen und Patronen der Schiffe von den competenten Behörden nach den in den respectiven Ländern bestehenden Gesetzen und Verordnungen verabsolgt worden, anerkannt werden. — Artikel III. Die in dem Artikel I festgesetzte gegenseitige Handelsfreiheit gewährt den Unterthanen der beiden hohen contrahirenden Theile die Befugniß, in den Häfen ihrer respectiven Staaten den Ein-, Aus- und Durchfuhrhandel, nach der ganzen Ausdehnung der in dieser Hinsicht den Einheimischen zugestandenen Rechte, aber auch mit Unterordnung unter die für jene bestehenden Verordnungen, zu treiben. — Artikel IV. In Bezug auf die Tonnen-, Anker-, Leuchthurm-, Lootsen-, Quarantäne- und andere Gebühren, welcher Art diese auch immer seyn mögen, die auf dem Handel und der Schifffahrt lasten, werden die Schiffe der beiden hohen contrahirenden Theile, so wie ihre Ladung und Mannschaft, in den respectiven Staaten, sowohl bei ihrem Eintreffen als bei ihrem Auslaufen, und ihrem Aufenthalt in dem Hafen, ohne Unterschied des

ture que ce soit, qui tombent à la charge du commerce ou de la navigation, les navires des deux Hautes Parties contractantes ainsi que leurs cargaisons et équipages seront traités réciproquement dans les États respectifs, tant à l'entrée qu'à la sortie et durant leur séjour dans le port, sans distinction de l'endroit de leur départ ou de leur destination, sur le même pied que les nationaux. — Article V. Toutes les marchandises formant la cargaison des bâtiments appartenant à l'une des Parties contractantes, qu'elles soient destinées à l'importation, à l'exportation ou au transit, seront assujetties dans les États de l'autre aux mêmes droits de douane ou autres quelconques que celles qui sont chargées à bord des bâtiments nationaux, avec la participation aux mêmes restitutions des droits et primes d'exportation, le cas échéant. Elles auront aussi à acquitter les mêmes droits d'étape ou de magasinage lorsqu'elles seront déposées dans les magasins publics. — Article VI. Le même traitement des navires appartenant aux deux Parties contractantes dans les ports, rades ou autres places maritimes de leurs États respectifs s'étend également à tout ce qui concerne le débarquement et l'embarcation ainsi qu'à toutes les dispositions et mesures de police qui se rapportent aux équipages, aux passagers et aux marchandises. — Article VII. Les stipulations de la présente Convention concernant la liberté du commerce et de la navigation ne s'appliqueront pas à la navigation des côtes ou cabotage pour le transport direct des personnes et des marchandises par les bâtiments à voiles ou à vapeur, aussi long temps que ce genre de transport restera exclusivement réservé dans les États de l'une ou l'autre des deux Parties contractantes aux bâtiments nationaux. — Toutefois les bâtiments de chacune des deux Puissances contractantes pourront prendre et débarquer une partie de leur cargaison ou de leurs passagers dans un port des États de l'autre et compléter ensuite leur chargement ou débarquer le reste dans un ou plusieurs autres ports du même État sans payer d'autres droits que ceux, auxquels sont assujettis les bâtiments nationaux. — Article VIII. Tout

Ortel, woher sie kommen oder wohin sie gehen, gegenseitig auf demselben Fuße wie die Einheimischen behandelt werden. — Artikel V. Alle Waren, welche die Ladung der dem einen der contrahirenden Theile gehörigen Schiffe bilden, sie mögen zur Ein-, Aus- oder Durchfuhr bestimmt seyn, sollen in den Staaten des anderen Theiles denselben Zoll- oder anderen Gebühren unterworfen seyn, wie jene, die sich an Bord der einheimischen Schiffe befinden, und sie sollen vorkommenden Falles an den gleichen Zollrückstellungen und Ausfuhrsprämien Antheil nehmen. Auch sollen sie die gleichen Stapel- oder Magazin-Gebühren entrichten, wenn die Waren in den öffentlichen Magazinen niedergelegt werden. — Artikel VI. Die gleiche Behandlung der den beiden contrahirenden Theilen gehörenden Schiffe in den Häfen, Rheden oder anderen Seeplätzen ihrer respectiven Staaten erstreckt sich gleicherweise auf alles, was die Aus- und Einschiffung, so wie die polizeilichen Verfügungen und Maßregeln rücksichtlich der Bemannung, der Passagiere und der Waren betrifft. — Artikel VII. Die Bestimmungen der gegenwärtigen Convention, welche die Freiheit des Handels und der Schifffahrt betreffen, sollen auf die Küstenschifffahrt oder Cabotage für den directen Transport der Personen und Waren durch Segel- oder Dampfschiffe in so lange keine Anwendung finden, als diese Art des Transportes in den Staaten des einen oder des anderen der beiden contrahirenden Theile den einheimischen Schiffen ausschließlich vorbehalten seyn wird. — Doch sollen die Schiffe jeder der beiden contrahirenden Mächte in den gegenseitigen Häfen einen Theil ihrer Ladung oder ihrer Passagiere einnehmen und ausschiffen, und in Folge dessen ihre Ladung vervollständigen oder den Rest derselben in einem oder mehreren Häfen desselben Staates ausschiffen können, ohne andere Gebühren, als jene zu bezahlen, deren Entrichtung die einheimischen Schiffe unterworfen sind. — Artikel VIII. Jedes Schiff des einen der contrahirenden Theile, welches durch Stürme oder durch irgend ein anderes zufälliges Ereigniß gezwungen seyn würde, in einem der Häfen des anderen Theiles Zuflucht zu suchen, soll die Freiheit haben, dort seine Ausbesserung vorzunehmen, sich daselbst mit allen Gegenständen zu versehen, welche ihm nöthig seyn werden, und wieder abzusегeln, ohne irgend eine Hafen-, Schifffahrts- oder andere Gebühr zum Vortheile des Staates zu entrichten, wohl verstan-

bâtiment de l'une des Parties contractantes qui serait forcé par des tempêtes ou par quelque autre accident de se réfugier dans un des ports de l'autre, aura la liberté de s'y radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires et de se remettre en mer sans payer aucun droit de port, de navigation ou autre quelconque au profit de l'État, bien entendu toutefois que les causes qui auront donné lieu à la relâche forcée seront réelles et évidentes, que le bâtiment ne se livre à aucune opération de commerce et qu'il ne prolonge pas son séjour dans le port au delà du temps nécessaire d'après les causes qui l'auront forcé à y relâcher. Il est entendu de même que les débarquemens devenus nécessaires pour les travaux de réparation du navire ou pour la subsistance de l'équipage ainsi que l'embarcation de vivres pour la continuation de son voyage, ne seront point considérés comme opérations commerciales. Si néanmoins le patron d'un tel navire se trouvait dans la nécessité de se défaire d'une partie de sa cargaison, il sera tenu de se conformer aux lois de douane et aux réglemens en vigueur dans l'endroit où il aura abordé. — Article IX. En cas de naufrage dans la proximité des côtes appartenant à l'une ou à l'autre des deux hautes Parties contractantes, il sera donné aux naufragés la même assistance et on vouera le même soin au sauvetage du navire, de sa cargaison et de son équipage qu'à un bâtiment national qui se trouverait en pareil cas. Le navire ou ses parties et débris, ses agrès, les papiers trouvés à bord ainsi que les effets et marchandises qui auront été sauvés, seront mis en sûreté et restitués à leurs propriétaires ou ayants-droit moyennant l'acquiescement des mêmes frais de sauvetage, de magasinage ou de conservation ainsi que des mêmes droits de douane ou de quarantaine que les nationaux seraient obligés de payer en pareil cas. Il en sera de même du produit de la vente de ces objets si cette dernière serait rendue nécessaire par les circonstances. — Dans le cas où le propriétaire des objets sauvés resterait inconnu, il en sera donné avis et la restitution en sera faite au Gouvernement de l'autre partie contractante aussitôt qu'il

den jedoch, daß die Ursachen, welche die gezwungene Landung veranlaßt haben, wahrhaft und offenbar sind, daß das Schiff in dem Hafen keine Handelsgeschäfte treibt, und daß es seinen Aufenthalt daselbst nicht über die Zeit verlängert, welche die das gezwungene Einlaufen veranlassenden Ursachen erfordern werden. Eben so wird festgesetzt, daß die wegen Ausbesserung des Schiffes und Erhaltung der Mannschaft nothwendig gewordenen Ausschiffungen, so wie die Einschiffung von Lebensmitteln zur Fortsetzung der Reise nicht als Handelsgeschäfte betrachtet werden sollen. Wenn der Patron eines solchen Schiffes sich in der Nothwendigkeit befinden sollte, einen Theil seiner Ladung zu veräußern, soll er gehalten seyn, sich den an dem Orte, wo er gelandet hat, bestehenden Zollgesetzen und Verordnungen zu unterziehen. — Artikel IX. In dem Falle eines Schiffbruchs in der Nähe der dem einen oder dem anderen der beiden hohen contrahirenden Theile gehörigen Küsten, soll den Schiffbrüchigen dieselbe Hilfe geleistet und der Rettung des Schiffes, der Ladung und der Mannschaft dieselbe Sorge wie einem in gleichem Falle befindlichen einheimischen Schiffe gewidmet werden. Das Schiff, oder seine Theile und Trümmer, sein Zauberwerk, die an Bord gefundenen Papiere so wie die Effecten und Waren, welche gerettet worden sind, werden in Sicherheit gebracht und ihren Eigenthümern, oder den dazu Berechtigten, gegen Bezahlung derselben Rettungs-, Aufbewahrungs- oder Erhaltungskosten, so wie derselben Zoll- oder Quarantäne-Gebühren, zurückgegeben werden, zu deren Entrichtung die Einheimischen in gleichem Falle gehalten sind. Ebenso soll mit dem Ertrage des Verkaufes dieser Gegenstände verfahren werden, wenn derselbe durch die Umstände nothwendig gemacht worden seyn sollte. — In dem Falle, als der Eigenthümer der geretteten Gegenstände unbekannt wäre, soll der Regierung des anderen contrahirenden Theiles, sobald es constatirt worden, daß das verunglückte Schiff ihrer Nation angehört, davon Kenntniß gegeben